

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **20 FEV. 2025**

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-019
portant mise en demeure**

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

**société PURFER
Commune de Chambéry**

*Le Préfet
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 4 novembre 2024,

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des centres VHU,

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets soumises à enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716, et notamment son article 14 relatif au plan des réseaux de collecte des effluents ;

VU l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif au plan des réseaux ;

VU l'article 49 dernier alinéa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif au dispositif d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral DCL-PEJ n°1-2024 du 9 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 août 1998, portant autorisation à la société Purfer à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de Chambéry ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014 mettant à jour le classement administratif du site ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2018 portant agrément VHU N° PR 730009 D exploité par la société Purfer ;

VU l'absence d'analyses des rejets liquides en sortie d'aire de lavage, comme prescrit à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, ne permettant pas de vérifier les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, pour ce point de rejet ;

VU le dossier de porter à connaissance du 30 décembre 2020 complété le 5 mai 2021, transmis par l'exploitant et relatif à la mise à jour des conditions d'exploitation du site ;

VU le rapport du 19 avril 2024 de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, établi suite à la visite du 21 mars 2024 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 avril 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 30 décembre 2024 de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, établi suite à la visite du 7 novembre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 décembre 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel du 24 janvier 2025 suite à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence d'un dispositif destiné à confiner les eaux d'incendie dans leur intégralité, notamment en contradiction avec les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2712 sous le régime de l'enregistrement ainsi qu'avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les non-conformités précitées avec les arrêtés ministériels du 26 novembre 2012 et du 6 juin 2018 peuvent constituer en cas d'incendie un risque grave pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour les eaux souterraines, les eaux superficielles et les sols,

CONSIDÉRANT que la non-conformité relative à l'absence d'analyses des rejets liquides en sortie d'aire de lavage, comme prescrit à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, ne permettant pas de vérifier les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, pour ce point de rejet, peuvent constituer une éventuelle pollution de la station épuratoire urbaine ;

CONSIDÉRANT la non-conformité relative à l'absence de fourniture par l'exploitant d'un plan des réseaux actualisé de l'établissement, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité et à l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDÉRANT que la non-conformité à l'article 49 dernier alinéa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, constitué par l'absence d'un dispositif d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement, au niveau du point de rejet de l'aire de lavage ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de régulariser sa situation administrative, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société PURFER a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 30 décembre 2024, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Savoie ;

A R R Ê T E

Article 1. Objet

La société PURFER, qui exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre VHU au sein de son établissement implanté sur la commune de Chambéry, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

sous un délai de 1 mois :

- installer un dispositif de confinement au niveau du point de rejet de l'aire de lavage, conformément à l'article 11-IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

sous un délai de 2 mois :

- procéder à des analyses de ses rejets liquides en sortie d'aire de lavage, comme prescrit à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018,
- respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, pour le point de rejet en sortie d'aire de lavage.
- faire application de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1, afin de pouvoir confiner dans leur intégralité les eaux d'extinction d'incendie sur le site et de pouvoir les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre.
Le volume de rétention devra être justifié par la note de calcul D9/D9A et ne devra pas être inférieur à 200 m³.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2. Sanctions

A défaut d'exécution des dispositions prévues aux articles 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3. Notification et publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Chambéry.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale
Laurence TUR